

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 22/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MAMP**

Le Pharo  
58, boulevard Charles Livon  
13007 Marseille

Références : D-2025-0001  
SPR/2025/0036  
Code AIOT : 0006404706

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2024 dans l'établissement MAMP implanté CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues. L'inspection a été annoncée le 19/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAMP
- CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006404706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Métropole Aix Marseille Provence exploite une installation de stockage de déchets non dangereux, une installation de compostage et une déchèterie, au lieu-dit Vallon du Fou, conformément à l'arrêté préfectoral du 9 février 2009 modifié.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Arrêté de mise en demeure – rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 18/12/2023, article 1	Astreinte	6 mois
4	Complexe d'étanchéité	AP de Mesures Conservatoires du 22/11/2023, article 1	Mesures conservatoires prolongation de délai	31/12/25
7	Exploitation du casier	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 2.1.4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Arrêté de mise en demeure – clôture	AP de Mise en Demeure du 09/07/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Arrêté de mise en demeure – envols	AP de Mise en Demeure du 09/07/2024, article 1	Levée de mise en demeure
5	Exploitation du casier	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 2.1.4.3.1	Sans objet
6	Aménagement et équipements des ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.3.6.2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du site a permis de constater que l'exploitant a réalisé les réparations de la clôture endommagée et nettoyé le site et ses abords des envols de déchets, conformément à son plan d'action. La mise en demeure du 09/07/2024 est satisfaite.

Concernant la gestion des lixiviats, ceux-ci sont encore envoyés à la station d'épuration de Martigues sans pré-traitement car le dispositif prévu par l'exploitant n'est pas opérationnel à ce jour. La mise en demeure du 18/12/2023 n'est pas satisfaite. Un arrêté d'astreinte avec sursis à exécution de 6 mois, sur la base des engagements pris par l'exploitant, est proposé au Préfet des Bouches-du-Rhône dans l'objectif d'un retour à la conformité des valeurs limites des rejets de lixiviats.

Les travaux de réparation de la membrane endommagée par les incendies de 2023 n'ont pas pu être réalisés dans les délais fixés dans l'arrêté de mesures conservatoires du 22/11/2023. Les zones concernées sont sécurisées et non exploitées, il n'y a donc pas de risques pour l'environnement mais cette indisponibilité perturbe à terme le phasage d'exploitation du stockage. Il est demandé à l'exploitant de finaliser ces travaux avant la fin de l'année 2025 en cohérence avec ses engagements.

Le calcul de densité de l'alvéole n°2 pour 2023 est en dessous du minimum de 700 kg/m<sup>3</sup> imposé dans l'arrêté préfectoral de 2009. Il est demandé à l'exploitant de s'assurer de la stabilité du massif de déchets à moyen et long terme (étude géotechnique), et d'évaluer les capacités restantes au vu des écarts sur la densité (tonnages déjà acceptés, vide de fouille restant, tonnages disponibles en fonction du dimensionnement des alvéoles).

En fonction des éléments de réponse de l'exploitant, des suites administratives pourront le cas

échéant être proposées au Préfet des Bouches-du-Rhône.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Arrêté de mise en demeure – clôture

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/07/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Clôture
<b>Prescription contrôlée :</b> La Métropole Aix Marseille Provence exploitant l'installation de stockage de déchets non dangereux du Vallon du Fou sur la commune de MARTIGUES est mise en demeure, - dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"><li>• de respecter les dispositions de l'article 7.3.1 de l'arrêté du 9 février 2009 qui stipule : «[...] Les installations de la déchetterie, de la plate-forme de compostage et de stockage de déchets sont chacune efficacement clôturées (clôture haute de 3 m minimum) sur la totalité de leur périphérie. [...]»</li></ul>
<b>Constats :</b> La partie de la clôture endommagée a été réparée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 2 : Arrêté de mise en demeure – envols

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/07/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Envols
<b>Prescription contrôlée :</b> - dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"><li>• de respecter les dispositions de l'article 3.1.4 de l'arrêté du 9 février 2009 qui stipule : « L'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires pour limiter les envols, la formation d'aérosols et les émissions de poussières. Pour les envols et notamment après les périodes de vents forts, des dispositions sont prises pour déclencher au plus vite les opérations de ramassage. [...] » A cet effet, l'exploitant réalise les campagnes de ramassage conformément aux zones définies dans le plan en annexe au présent arrêté. Les rapports d'intervention hebdomadaires sont transmis à l'Inspection à l'avancement.</li></ul> - dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"><li>• de transmettre un plan d'actions assorti d'un échéancier permettant de respecter en tout temps les dispositions de l'article 3.1.4 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2009.</li></ul> Ce plan d'action présentera les mesures de renforcement mises en œuvre et/ou prévues notamment en terme d'exploitation (nouveau matériel, procédure de déchargement des FMA, ..) et d'organisation pour le ramassage des envols à l'extérieur du site.
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les rapports d'intervention hebdomadaires ont été transmis à partir du 26/02/2024 conformément aux engagements de l'exploitant, et ce jusqu'à la fin avril 2024.</li><li>• Les différents éléments transmis chaque semaine (plan des zones en cours de nettoyage, photos) montrent que les abords ainsi que l'intérieur du site ont été nettoyés conformément à la mise en demeure.</li><li>• Le plan d'action demandé a été transmis par courriel du 02/08/2024.</li><li>• Le jour de la visite, le vent était soutenu, quelques envols étaient visibles. Le ramassage était en cours par une équipe dédiée.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 3 : Arrêté de mise en demeure – rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/12/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des lixiviats
<b>Prescription contrôlée :</b> La Métropole Aix Marseille Provence exploitant l'installation de stockage de déchets non dangereux du Vallon du Fou sur la commune de MARTIGUES est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"><li>• de transmettre un plan d'actions permettant de respecter les dispositions de l'article 11-III de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, et les dispositions de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, dans un délai de trois mois.</li></ul> Ce plan d'action présentera le bilan de l'autosurveillance de l'installation sur les lixiviats, et conclura sur le respect des VLE applicables aux micro ou macropolluants (annexe I de l'arrêté du 15 février 2016, article 34 de l'arrêté du 02/02/1998). Il comportera également les résultats d'un essai en continu réalisé sur la station de prétraitement des lixiviats actuellement en place, et une première évaluation technique d'un traitement externe des lixiviats. Il comportera la convention de raccordement établie avec la station d'épuration collective accueillant actuellement les lixiviats et un argumentaire sur les performances de traitement de celle-ci relativement aux macro polluants. Il conclura sur les modalités techniques retenues permettant de respecter les VLE applicables. <ul style="list-style-type: none"><li>• En fonction des conclusions des études susmentionnées, l'exploitant devra :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ organiser un traitement externe de ses lixiviats, dans un délai de quatre mois ;</li></ul></li></ul> ou <ul style="list-style-type: none"><li>◦ mettre en œuvre un traitement permettant de satisfaire aux VLE applicables, dans un délai de six mois. Un dossier de porter à connaissance sera alors transmis relativement à la mise en œuvre pérenne d'un prétraitement des lixiviats.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le plan d'action demandé a été transmis par courriel de l'exploitant le 8 avril 2024. Il détaille les travaux en cours afin de mettre en place un pré-traitement des lixiviats avant rejet à la STEP de Martigues. Il ne comprend pas l'ensemble des éléments demandés (aucun retour d'expérience du pré-traitement puisqu'il n'est pas en service, absence de convention de raccordement, absence d'évaluation technique d'un traitement externe). Aucun dossier de porter à connaissance n'a été transmis relativement à la mise en œuvre pérenne d'un prétraitement des lixiviats. La lettre préfectorale du 18 avril 2024 qui rappelait les échéances de la mise en demeure du 18 décembre 2023 n'a pas fait l'objet de réponse de la part de la Métropole.  Le jour de l'inspection, les lixiviats sont envoyés vers la STEP de Martigues sans aucun traitement particulier. L'exploitant indique que le prétraitement envisagé nécessite un volume d'eau supérieur à celui disponible sur le site. En conséquence, une canalisation doit être installée au préalable, nécessitant des travaux conséquents. Une étude sur le traitement des lixiviats y compris ceux générés par les alvéoles 4 et 5 est en cours de consultation pour le choix du maître d'œuvre. Les conclusions ne sont pas attendues à court terme.  L'exploitant indique que le traitement externe des lixiviats n'est à ce stade pas envisageable car trop coûteux. A noter que le contrôle inopiné 2024 sur les lixiviats avant rejet en STEP, fait apparaître des dépassements des VLE sur les paramètres AOX, Arsenix, Azote, Chrome, COT, DBO5, DCO, Nickel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte avec sursis à exécution
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 4 : Complexe d'étanchéité**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Conservatoires du 22/11/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etat des lieux – réparation
<b>Prescription contrôlée :</b> En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la Métropole Aix Marseille Provence exploitant l'installation de stockage de déchets non dangereux du Vallon du Fou sur la commune de Martigues est tenue de respecter les mesures conservatoires suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• état des lieux des dommages du complexe d'étanchéité suite aux trois incendies de l'été 2023 sous 4 mois, et définition des travaux de réparation nécessaires sous 6 mois ;</li><li>• finalisation des travaux de réfection de l'étanchéité sous 1 an.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'état des lieux des dommages du complexe d'étanchéité suite aux trois incendies de l'été 2023 a été transmis par courriel du 22/03/2024. Les formalités administratives en vue du choix du maître d'œuvre sont en cours. L'entreprise en charge des travaux sera choisie après la désignation du maître d'œuvre. D'après l'exploitant, ces formalités administratives obligatoires ne permettent pas d'envisager la finalisation des travaux de réparation de la membrane avant fin 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de réaliser les réparations de la membrane endommagée dans un délai n'excédant pas le 31/12/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mesures conservatoires prolongation de délai
<b>Proposition de délais :</b> 31/12/2025

**N° 5 : Exploitation du casier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 2.1.4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Recouvrement zone en exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le recouvrement total du secteur en cours d'exploitation en matériaux inertes (épaisseur de 0,05 m minimum) est quotidien. A cette fin, une réserve minimale de matériaux et correspondant à 15 jours d'exploitation (1500 m <sup>3</sup> ) est maintenue disponible en permanence à proximité. [...]
D'après l'exploitant, le recouvrement quotidien est effectué avec des matériaux inertes. Ceux-ci peuvent provenir de sociétés de terrassement. La métropole a contractualisé avec la société EUROVIA via un marché public des apports de déchets inertes. La fiche d'identification préalable à l'admission de ces déchets pour la période du 14/05/2024 au 14/06/2024 au nom de EUROVIA a été consultée lors de la visite. La quantité acceptée est de 500 tonnes. Le caractère inerte du déchet a été défini dans le CCTP du marché. Par ailleurs, la société EXAGONE a souhaité apporter des déchets inertes sur l'ISDND dans le cadre du recouvrement quotidien. Les éléments transmis par cette société (dans le cadre de la fiche d'identification préalable) n'ont pas été jugés suffisants pour garantir le caractère inerte des déchets réceptionnés. La métropole n'a pas donné suite.  Il est à noter que les gravats collectés dans les déchèteries de l'ex CT 6 (territoire du Pays de Martigues) ainsi que celle de Salon-de-Provence sont réceptionnés sur le Vallon du Fou pour la création de pistes et merlons. C'est dans ce cadre que le 07 mai 2024, des déchets d'amiante en mélange avec des gravats de la

déchèterie de Salon-de-Provence se sont retrouvés sur le Vallon du Fou, sans avoir été identifiés au préalable. Après information de l'Inspection, ceux-ci ont été rechargés, criblés et traités en filière réglementaire (justificatifs transmis). Aucune suite n'est proposée à ce stade.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Aménagement et équipements des ouvrages de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.3.6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagement des points de prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées. [...]
<b>Constats :</b> Un regard a été aménagé pour permettre les interventions en toute sécurité, au niveau de la conduite lixiviats. Le contrôle inopiné des rejets de lixiviats a été effectué le 14/11/2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Exploitation du casier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 2.1.4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Enfouissement des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets admis sont stockés par couches minces compactées par les moyens les mieux adaptés (compacteurs à pieds de mouton, ...) pour réduire leur volume et obtenir une densité au moins égale à 700 kg/m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b> Le rapport d'activité 2023 fait apparaître une densité pour l'alvéole 2 de 569 kg/m <sup>3</sup> ce qui est inférieur au minimum requis de 700 kg/m <sup>3</sup> . L'exploitant explique qu'il y a eu un changement de méthodologie de calcul en 2023 par rapport aux années précédentes. La délimitation entre les alvéoles 2 et 3 a été ré-ajustée. L'exploitant s'engage à tout mettre en œuvre dans la fin d'exploitation de l'alvéole 2, pour respecter la densité minimale requise.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Compte tenu de la densité de l'alvéole n°2 inférieure à 700 gk/m <sup>3</sup> , l'exploitant doit s'assurer de la stabilité du massif de déchets à moyen et long terme par le biais d'une étude géotechnique. Il doit également évaluer les capacités restantes au vu de l'écart vis à vis de la densité réglementaire (tonnages déjà acceptés, vide de fouille restant, tonnages disponibles en fonction du dimensionnement des alvéoles).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois